

TORNATA DEL 13 LUGLIO 1854

— 27 —

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Comunicazione del verbale di deposizione negli archivi degli atti di morte del principe reale Duca del Chiablese — Sunto di petizione — Omaggio — Approvazione delle categorie del progetto di bilancio passivo 1854 del dicastero delle finanze — Relazione sul progetto di legge per la riforma della tariffa giudiziaria criminale — Discussione sul progetto di legge per l'approvazione del bilancio generale passivo dello Stato pel 1854 — Appunti del senatore Della Torre — Risposta del ministro delle finanze — Replica del senatore Della Torre — Chiusura della discussione generale — Adozione degli articoli 1 al 7° — Dichiarazione del senatore Colla in ordine all'articolo 8 — Risposta del ministro delle finanze — Schiarimenti del senatore Cristiani — Dichiarazioni del senatore Di Pollone — Risposta del ministro delle finanze — Adozione degli articoli 8 al 13° e dell'intero progetto — Approvazione delle categorie del bilancio generale attivo per l'esercizio 1854, e del progetto di legge portante approvazione del medesimo — Osservazioni sull'ordine del giorno di domani del ministro delle finanze, e dei senatori Cristiani, Sclopis e De Cardenas.*

La seduta è aperta alle ore 3 pomeridiane.

DI BAGOLO, segretario, dà lettura del processo verbale dell'ultima tornata, il quale è approvato.

QUARELLI, segretario, dà lettura del verbale di deposito negli archivi del Senato dell'atto di decesso del principe reale duca del Chiablese.

Indi del seguente sunto di una petizione:

919. Bernardino Tuccano di Mondovì ricorre al Senato onde ottenere il pagamento di un credito che vanta verso le finanze dello Stato in dipendenza delle sopresse piazze da fondachiere.

PRESIDENTE. Farò anche conoscere al Senato l'omaggio fattogli dal signor sindaco della città di Mortara delle iscrizioni poste al padiglione reale nella circostanza dell'inaugurazione della ferrovia di Novara.

DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI BILANCIO PASSIVO PER IL 1854 DEL DICASTERO DELLE FINANZE.

PRESIDENTE. Secondo l'ordine del giorno, si procede alla discussione del progetto di bilancio passivo del dicastero delle finanze, e del progetto di legge per l'approvazione del bilancio generale dello Stato pel 1854. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 161.)

Dichiaro intanto aperta la discussione generale sul progetto di bilancio passivo del dicastero delle finanze.

Se non chiedesi la parola, uno dei segretari darà lettura delle categorie del bilancio.

QUARELLI, segretario, legge le categorie del bilancio passivo pel 1854 del dicastero delle finanze. (Vedi volume *Documenti*, pag. 254.)

PRESIDENTE. Debbo porre ai voti il complesso delle categorie componenti il bilancio passivo del dicastero delle finanze

Chi le approva, voglia levarsi.

(Sono adottate.)

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER LA RIFORMA DELLA TARIFFA GIUDIZIARIA CRIMINALE.

PRESIDENTE. Debbo porre a notizia della Camera che il signor senatore De Ferrari ha depresso sul banco della presidenza il suo rapporto sul progetto di legge riguardante la riforma della tariffa giudiziaria criminale; rapporto che sarà dato alle stampe e quindi distribuito ai signori senatori. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1374.)

DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER L'APPROVAZIONE DEL BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PEL 1854.

PRESIDENTE. Compita la disamina e la votazione dei diversi bilanci passivi dello Stato, non resta che a porre in discussione, e quindi in votazione il progetto di legge per l'approvazione di tutti i bilanci passivi dell'anno 1854. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 254.)

Dichiaro adunque aperta la discussione generale su questo progetto di legge, accordando intanto la parola al signor maresciallo Della Torre.

BELLA TORRE. Messieurs, je n'ai pris la parole sur aucun des budgets qui viennent d'être votés par le Sénat parce qu'il me paraît qu'à cette époque de l'année il est impossible de leur faire subir des modifications sans entraver la marche des services publics. Mais cet inconvénient n'aurait pas dû se présenter cette année, car en 1853 où les budgets nous ont été envoyés fort tard, j'avais pris la parole pour me plaindre de cet état de choses, et monsieur le président du Conseil m'avait répondu qu'il tâcherait de faire en sorte que cela n'arrive plus à l'avenir et que par conséquent les budgets de 1854 et 1855 seraient présentés en temps utile pour que le Sénat puisse sérieusement s'en occuper.

Monsieur le ministre n'a pas pu tenir cet engagement pour 1854, mais je le rappelle à sa mémoire pour qu'il s'en souvienne quand il s'agira des budgets de 1855 et 1856 qui devraient être prochainement présentés.

En attendant, quel sera le résultat de la situation financière actuelle? Ce sera à peu près celui que nous avons obtenu en 1853. Vous vous rappelez qu'alors nous avons calculé que les recettes s'élevaient à 108 millions, et que les dépenses approchaient du chiffre de 140 millions; nous nous sommes donc trouvés avec un déficit de plus de 30 millions, et dans la nécessité de contracter un emprunt; maintenant pour le budget de 1854 nous savons que notre actif pourra s'élever à 118 millions, mais notre passif dépasse 148 millions; donc, déjà, au moment où je parle, nous nous trouvons en face d'un déficit de 30 millions, qui

s'augmentera encore dans le courant de l'année, et nous serons à la fin de 1854 dans la même position qu'à la fin de 1853, et nous n'aurons d'autre ressource que celle de contracter encore une fois un emprunt; mais si nous contractons un emprunt chaque année, il est facile de prévoir où cela nous conduira. Il faut donc abandonner ce système ruineux.

Pour atteindre ce but, il y a deux moyens, l'un de toujours augmenter les impôts; mais monsieur le président du Conseil, l'année passée, quand on a discuté cette question, a reconnu qu'il fallait cependant s'arrêter à une certaine limite; il me semble qu'il espérait qu'en 1855 la dépense n'irait pas au delà de 135 millions et se rapprocherait du chiffre de nos recettes. Je ne sais pas si nous devons nourrir cette espérance; je crois, moi, que nous devons nous baser à peu près sur ce qui se passe aujourd'hui, et que le chiffre des dépenses ira toujours en augmentant.

Monsieur le ministre des finances nous dit qu'il ne se refuse jamais aux dépenses productives; mais à cet égard, il y a un calcul à faire; il faut voir si la dépense est suffisamment acquittée par le revenu.

Je suppose que quelqu'un fasse une dépense de cent mille francs qui ne lui rapportera qu'une rente de mille francs, il est certain que cette personne commettra une faute, une grande faute financière, puisque ce placement pour être bon doit lui rapporter une rente de quatre à cinq mille francs. Si donc il nous arrivait de dépenser beaucoup pour retirer, je ne dirai pas rien, mais peu de chose, il faudrait renoncer à ces entreprises dont on ne connaît pas les résultats et entrer dans le système des économies.

On dira peut-être: mais il n'y a qu'une économie possible, c'est celle qui est relative à l'armée, voulez-vous donc diminuer son effectif dans les circonstances présentes? Non, certes. Mais je ferai observer que l'armée s'est déjà réduite elle-même, le budget de la guerre est celui qui a le moins augmenté.

En 1845 il s'élevait au chiffre de 28 à 29 millions, et à présent il arrive à celui de 34 millions; il a augmenté à peu près dans la proportion d'un cinquième à un sixième; mais la plupart des autres budgets ont doublé, et quelques-uns plus que doublé. Donc il ne s'agit pas, pour le moment, de faire des économies sur le budget de la guerre.

Je n'approuve pas notre organisation militaire; tant que nous aurons notre système contingentel, il nous faudra trois mois avant de faire entrer notre armée en campagne, c'est un inconvénient, mais cela n'a rien de commun avec la question financière.

Je reviens aux économies.

Je n'admets pas qu'il soit impossible d'en faire. L'État suffisait autrefois à ses besoins avec 75 ou 76 millions; à présent pourquoi lui faut-il 150 millions? C'est parce que nous nous sommes engagés dans un faux système. Une de nos grandes dépenses qui a sous plus d'un rapport des inconvénients fâcheux ce sont les pensions. Autrefois les pensions étaient plus fortes qu'aujourd'hui, autrefois il y avait plus de hautes paies distribuées dans le pays; le chiffre des paies est diminué, diminué le chiffre des pensions, et cependant cette dépense a plus que quintuplé. Nous avons des pensions pour deux millions, aujourd'hui nous en avons pour douze millions.

Voilà, MM., une grande faute financière; c'est aussi une grande faute sous le rapport administratif: en effet qu'est-il arrivé? Vous avez renvoyé des personnes aptes au service pour les remplacer par d'autres personnes qui deviendront

peut-être capables avec le temps, mais qui ne le sont pas encore. Aussi, trois ou quatre employés anciens faisaient autant de travail qu'en font 7 ou 8 employés nouveaux, parce qu'avant d'être en état d'agir ils doivent étudier et se mettre au courant.

L'État se prive de bons employés supérieurs qui sont remplacés de nom et pas de fait. Nous pourrions voir si parmi ce grand nombre d'employés il n'y en aurait pas qu'il serait avantageux de remplacer; en le faisant, on épargnerait le chiffre de la pension.

Il faudrait aussi songer à limiter le nombre des employés; pourquoi en avons-nous un plus grand nombre qu'autrefois? L'étendue de l'État est la même, l'organisation constitutionnelle n'implique pas une augmentation de dépenses, à part les frais de locaux pour les Chambres.

Quant à la constitution elle ne coûte rien, ou du moins elle ne doit rien coûter.

MM., il résulte de ces différents faits que nous sommes mal administrés; que nos finances sont engagées dans une fausse voie, et que l'on se berce d'espérances qui seront probablement trompeuses.

On nous dit que nous gagnerons dans l'avenir; alors taxez-nous à l'avenir, mais quant au présent taxez-nous comme nous sommes, c'est-à-dire pauvres et non riches.

Je ne sais, MM., si mes paroles produiront quelque effet; la question est entre les mains du Ministère, c'est lui qui doit se convaincre. Jusqu'ici il n'a pas donné la preuve qu'il change facilement d'avis; il est sûr qu'en suivant la marche que nous avons prise, nous irons de dettes en dettes, nous discréditerons nos institutions, le Statut sera vu d'un mauvais oeil, car le peuple dira: autrefois nous n'étions pas surchargés d'impôt comme maintenant, le système qui nous régit est donc un mauvais système. Si cette idée se répand, les institutions actuelles tomberont, car elles ont besoin d'être soutenues par l'opinion publique.

Nous avons beaucoup calqué sur la France; j'ai vu tomber plusieurs fois en France le régime constitutionnel; il est tombé sous Louis XVI; restauré par Louis XVIII il est tombé également; sous Louis-Philippe, malgré son habileté, et celle de ses ministres, il a disparu en 1848. Il importe donc de changer de système.

Une des fautes de ces temps, qui est aussi une des fautes de notre époque, c'est que les lois se font trop vite; nous les faisons, pour ainsi dire, à la vapeur, et nous en donnons la preuve au sujet des budgets qui exigeraient une discussion de au moins huit jours. Il n'y a qu'un seul pays où la Constitution vit depuis des siècles: c'est l'Angleterre.

Voyez, MM., comment on fait les lois en Angleterre.

On donne le temps nécessaire pour les examiner; la Chambre est avertie par la conscience publique des défauts qui peuvent exister dans les projets de lois. Je ne parle pas de l'opinion des journaux, mais de l'opinion des gens consciencieux. Du reste je ne veux pas discuter maintenant cette question; je me borne à vous dire que je crois que si nous ne prenons pas de précautions contre la trop grande promptitude avec laquelle nous faisons des lois, nous ferons de mauvaises lois.

MM, je ne propose aucun ordre du jour particulier au Sénat; je me réserve de le faire lorsqu'il sera question du budget de 1855.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro delle finanze.* L'onorevole maresciallo esordiva col rinnovare un lamento già da lui fatto sull'epoca tardiva in cui il bilancio veniva sottoposto alle deliberazioni del Senato.

Egli ricordava come l'anno scorso il presidente del Consiglio avesse preso impegno di trovar modo a che il bilancio fosse presentato al Senato ad un'epoca più propizia per la sua discussione.

Io credo che l'onorevole preopinante abbia dato un'interpretazione troppo larga alle mie parole. Io non posso prendere impegno assoluto rispetto all'epoca in cui il bilancio sarà presentato al Senato; giacchè questo non ista nel potere del Ministero.

Il Ministero può prendere l'impegno di presentare alla Camera elettiva il bilancio ad una data epoca, ma non dipende più da lui di fare che la Camera medesima lo esamini sollecitamente.

Il bilancio del 1854 fu presentato alla Camera il giorno stesso in cui si apriva la Sessione. Io non so se sarebbe stato possibile di usare maggior sollecitudine. Questo bilancio fu oggetto di lunghi esami, di esami e discussioni che durarono cinque mesi. Il Ministero, lo dirò schiettamente, avrebbe desiderato che fosse stato discusso più sollecitamente e non avesse dato luogo a tante difficoltà, a tanta opposizione.

Quindi io credo che il Ministero non possa essere accagionato di questo ritardo, poichè, per quanto stava in lui, usò ogni diligenza presentando il bilancio il primo giorno in cui aprissi la Sessione, facendo il suo possibile onde sollecitarne la discussione, e presentandolo al Senato il giorno stesso in cui fu votato senza che nemmeno andasse al Ministero.

Rispetto al futuro, io osserverò all'onorevole maresciallo che il bilancio del 1855 fu presentato nel mese di marzo, molto tempo prima che quello del 1854 fosse votato.

Parmi anche cosa molto difficile il mettere maggiore sollecitudine, e anzi fino ad un certo punto potrà essere irregolare la presentazione del bilancio di un esercizio prima che quello dell'esercizio antecedente sia stato approvato.

Il Ministero sperava che il bilancio del 1855 potesse essere votato nell'attuale Sessione, ma appunto i lavori a cui diede luogo il bilancio del 1854 (lavori che sonosi protratti quasi alla fine del mese di giugno), non lasciarono campo all'altro ramo del Parlamento di discuterlo.

Spero però che il bilancio del 1855 possa essere esaminato quando le Camere si riuniranno di nuovo prima della fine dell'anno, e che perciò potrà anche essere votato prima che l'anno 1854 si chiuda.

Quantunque poi questo non arrivasse, certamente rispetto al 1856, il Ministero eseguirà ciò che la legge sull'amministrazione centrale gli prescrive in modo assoluto, cioè di presentare il bilancio del 1856 dieci mesi prima dell'apertura di quell'esercizio, vale a dire nel mese di febbraio; e l'onorevole maresciallo può essere certo che il Ministero, dopo avere adempiuto a quest'obbligo preciso che gli è imposto dalla legge, farà pur quello che sarà in lui onde sollecitare nell'altra Camera l'esame e la discussione dei bilanci. Ma, a questo rispetto, il Ministero non può assumere nessun obbligo per le ragioni da me indicate.

Passando poi alle obbiezioni mosse dall'onorevole maresciallo, egli ricordò come l'anno scorso si era votato il bilancio il quale presentava una grave deficienza: il Ministero non ha mai cercato di nascondervla; ha indicato più volte in varie occasioni le ragioni di questa deficienza; ma ciò che non è assolutamente esatto si è che la condizione attuale sia la stessa di quella dell'anno scorso.

L'anno scorso il bilancio presentava una deficienza di

oltre 40 milioni, quello dell'anno presente non ne presenta più che una di circa 30 milioni.

Ma l'onorevole maresciallo dice: questa deficienza si aumenterà in più. Io credo che questa profezia di cattivo augurio non si verificherà. Difatti, io faccio assegno sul futuro, e le mie speranze non sono vane: io ricorderò all'onorevole preopinante che gli esercizi già chiusi di contabilità del 1850, 1851 e 1852 non danno risultati peggiori di quelli che erano stati previsti nei bilanci votati per legge, mentre le Camere erano ancora aperte.

Che se su questi esercizi si erano chiesti crediti supplementari per varie categorie, le economie conseguite sopra altre categorie compensavano, e compensavano largamente, le maggiori spese, come risulta dal rendiconto che ho avuto l'onore di presentare al Parlamento. E credo (quantunque non possa dirlo come cosa certa, la contabilità non essendo ancora chiusa pel 1853), che il risultato del 1853, malgrado delle circostanze economiche sfavorevolissime di quell'annata, sarà ad un dipresso simile a quello degli esercizi precedenti, cioè che pel risultato definitivo la deficienza constatata sarà minore dei bilanci passati. E porto pure avviso che lo stesso arriverà nel 1854, specialmente dopo che, rispetto al bilancio attivo, si sono operate varie diminuzioni sulle cifre portate nel primitivo bilancio, diminuzioni che sommano a parecchi milioni, state consigliate dalle riforme votate in principio della Sessione, sia in ordine alle leggi doganali, sia in ordine alle leggi finanziarie, tenutosi anche conto delle critiche circostanze in cui versava il paese in quest'inverno.

Dopo queste riduzioni io credo che possiamo sperare sopra un risultato maggiore di quello portato in bilancio, e sopra alcuni articoli, come, per esempio, sui tabacchi, sul ramo dell'insinuazione e quello anche della carta bollata, parmi poter assicurare il Senato che le riscossioni supereranno le cifre primitive portate in bilancio: quindi io credo che in definitiva la deficienza reale sarà minore della apparente.

Ma, o signori, lo stato nostro sarebbe molto grave se la deficienza di questo anno dovesse essere normale; ma grazie al cielo da un lato molte spese devono diminuire, alcune cessare, e da un altro lato possiamo con fondamento sperare un aumento nelle entrate sia per lo sviluppo economico del paese, sia altresì in grazia delle nuove leggi che sono state votate, e di quelle che spero voi voterete.

Su queste basi il bilancio 1855 stato presentato al Parlamento, come potrete ricordare, presenta una deficienza assai tenue tanto sulla parte straordinaria quanto sulla parte ordinaria.

La deficienza del 1855 sulla parte ordinaria non raggiunge quella somma che annualmente si consacra o per lo meno si dovrebbe consacrare all'estinzione della rendita. Ora la deficienza ridotta a questi termini non ha più nulla di spaventoso. Non dico per ciò che si sia tornati allo stato normale perchè non solo non conviene far nuovi debiti, ma conviene bensì poco alla volta e gradatamente estinguere i debiti fatti.

L'onorevole maresciallo ha fatto il paragone delle spese attuali colle spese che si facevano nel 1847....

DELLA TORRE. Nel 1846.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze. Nel 1846. Questa quistione è già stata trattata varie volte in questa Camera e nell'altro ramo del Parlamento. Se dovessi rispondere a questo appunto, di necessità io dovrei entrare in minuti particolari, dovrei paragonare

bilanci a bilanci per giustificare gli aumenti che in molti dei medesimi si sono manifestati. Più volte ho già risposto a tale appunto; epperò non volendo abusare della pazienza del Senato, giacchè mi sarebbe mestieri di parlare alcune ore per addurre le necessarie giustificazioni, io rimando alle discussioni già fatte, ai calcoli più volte stampati.

Mi limiterò invece a rispondere ad alcuni appunti più speciali dell'onorevole maresciallo, i quali implicano una censura al sistema economico ed amministrativo del Ministero.

Egli ha detto che il Ministero, ad onta dello stato in cui versano le nostre finanze, ad onta della deficienza che ogni anno si riproduceva, nullameno non rifuggiva dallo intraprendere nuove opere, dall'assumere nuove imprese, quando queste opere e queste imprese erano d'indole riproduttiva. Aggiungeva, senza condannare in modo assoluto le spese riproduttrici, che conveniva calcolare da prima se le produzioni delle imprese erano in relazione col sacrificio che queste opere imponevano allo Stato, e che finalmente se si spendeva cento per ottenere una rendita annua di uno, mentre si pagava un interesse del cinque o del sei, si faceva opera poco savia.

In ciò io sono pienamente d'accordo: non disconosco la saviezza della pronunziata sentenza; ma io penso che nell'applicazione non ci accorderemo più così facilmente e che quelle opere che nella mente dell'onorevole maresciallo (quantunque non le abbia indicate) vengono considerate come non bastevolmente riproduttrici, sono a parer mio non che a quello del Senato (perchè il Senato lo ha approvato) altamente riproduttrici, e siamo persuasi che facendole, abbiamo fatto opera savia.

Le maggiori opere, quelle che hanno assorbito la maggior quantità di denaro, sono certamente le strade ferrate. Ora io credo che nessuno di voi, o signori, vorrà contrastare l'opportunità di tali imprese non solo dal lato politico, dal lato economico, ma dirò altresì dal lato puramente finanziario.

Io credo che la costruzione delle nostre strade ferrate per parte del Governo sia stata un'impresa la quale, considerata dal solo lato del dare e dell'avere, debba tornare in ultima analisi molto vantaggiosa allo Stato. Quando la rete totale delle strade ferrate governative sarà compiuta, noi avremo speso dai 140 ai 150 milioni; ma io nutro la speranza che questa rete ci darà un prodotto lordo, se non nel primo anno, dopo due anni dai 12 ai 15 milioni.

Se noi poniamo mente all'aumento che si verifica nel prodotto delle nostre strade di ferro, non solo a ragione dei nuovi tronchi aperti al pubblico, ma ancora a ragione del maggior movimento che si manifesta sovr'essi; se noi guardiamo a quello che si verifica negli altri paesi d'Europa rispetto al prodotto delle ferrovie, se noi teniamo conto del prodotto annuale che è constatato in Francia, nel Belgio ed in Inghilterra, voi vedrete che questa speranza non è esagerata, e non può tacciarsi di temerità il calcolo che le nostre strade di ferro abbiano a dare in un avvenire poco lontano un prodotto lordo di 12 o 15 milioni.

Ma io calcolo sopra 12 milioni, e quando ciò fosse, deducendo la spesa di manutenzione e di esercizio, noi avremmo un prodotto netto di 6 milioni. Ora calcolando il costo a 150 milioni, che porta d'interesse 7 milioni e mezzo, noi saremmo al disotto di 1 milione e mezzo; ma le finanze ritraggono da tali strade dei benefizi, i quali superano o raggiungono questa somma.

La sola economia che si verificherà in parte quest'anno

e in parte certamente l'anno venturo, sul trasporto dei generi di privativa, sul trasporto dei sali, supererà le lire 600 mila.

Un'economia minore, ma anche di considerazione, si verificherà sul trasporto dei tabacchi e dei piombi; onde avremo già quasi la metà del sacrificio che farebbe lo Stato nell'ipotesi che le strade ferrate non rendessero che dodici milioni; e verrebbe compensato da un'economia reale, di una minor spesa pel trasporto dei generi di privativa reale.

Vi è l'economia delle poste, la quale giunge a varie centinaia di mila lire; vi è l'economia delle strade, stante che il Governo crede, ed io spero che il Parlamento crederà con lui, non essere né opportuno, né giusto di conservare a carico dello Stato la manutenzione delle strade reali che corrono parallele alle strade ferrate governative.

Se voi mettete assieme tutte queste economie, vedrete che le finanze vengono a guadagnare, ad economizzare annualmente una somma eguale alla differenza fra l'interesse dei capitali impiegati nelle strade di ferro, ed il prodotto netto di queste strade.

È vero che alcune altre opere, alcune altre imprese straordinarie furono fatte dal Governo oltre alle strade di ferro, a cagion d'esempio le strade di Sardegna: è difficile calcolare esattamente cosa dovranno queste produrre, ma se voi tenete conto che un terzo dei terreni dell'isola di Sardegna appartiene al demanio, vi convincerete facilmente che le opere di strade in tutte le provincie renderanno non solo più facile, ma dirò possibile il trarre un partito vantaggioso da questi terreni demaniali, senza poi calcolare gli altri vantaggi che dall'apertura di queste strade verranno a conseguirsi, sia direttamente, che indirettamente dalle finanze.

Alcune altre opere straordinarie furono eseguite intorno ai porti, per l'erezione di fari, per l'apertura di alcune nuove strade, ma esse sono d'utilità incontrastabile, e non sono poi d'un'importanza tale da modificare od influire in modo grave sopra le nostre finanze.

Alcune opere straordinarie furono pur fatte nell'interesse della difesa dello Stato, e del miglior ordinamento dell'esercito; ma io credo che, nelle circostanze in cui ci troviamo, nessuno vorrà lamentare queste spese, né mettere dall'un lato della bilancia alcuni milioni, senza mettere dall'altro lato le gravissime considerazioni della miglior tutela del nostro paese.

Parvi quindi aver dimostrato come il sistema che noi abbiám seguito, quello cioè d'intraprendere opere d'incontrastabile utilità, d'indole riproduttiva, non possa essere condannato, come vorrebbe farlo l'onorevole maresciallo.

Se poi vi fosse stata alcuna di quelle opere non abbastanza giustificata, io avrei ragione di maravigliarmi che l'onorevole maresciallo nel pronunziare una censura così severa contro il sistema dal Ministero seguito non abbia voluto indicarla. Ciò mi sembrerebbe più regolare. Egli è certo che le censure generali, che fannosi in modo vago sopra il complesso di un sistema, sono difficilissime a combattersi; ma è certo egualmente che non producono corrispondente effetto.

Affinchè le censure possano veramente produrre il loro effetto, affinchè lascino una traccia sulle persone alle quali sono dirette, e su quelle che le ascoltano, debbono essere precise, individualizzate; quindi l'onorevole maresciallo avrebbe dovuto indicare quali sono le opere, le imprese da noi consigliate al Parlamento, il risultato delle quali non

abbia corrisposto all'aspettativa e del Ministero che le ha proposte, e del Parlamento che le votava.

Passando al particolare dei bilanci l'onorevole preopinante ha pronunziato quasi una semi-assolutoria sul bilancio della guerra; e di ciò io lo ringrazio ed a nome mio, è del mio onorevole collega il ministro della guerra. Poichè non ha trovata eccessiva la somma da quel bilancio portata, non ho nulla da dire.

In ordine agli altri bilanci, egli ha detto che in quasi tutti le spese erano quasi raddoppiate.

Io credo che ha portato un giudizio troppo esteso: egli avrebbe parlato in modo più esatto, se avesse detto che in alcuni bilanci le spese erano più che raddoppiate, ed in altri erano state mantenute allo stesso livello, od anche ridotte. Per esempio, in quanto al Ministero delle finanze, del quale disgraziatamente ho la speciale responsabilità, egli avrebbe potuto dire con ragione che le spese avevano più che raddoppiato. E difatti lo sappiamo tutti, e lo sappiamo per nostra disgrazia, le spese del debito pubblico hanno assai più che raddoppiato dal 1846 a quest'epoca. Ma in verità non so come potrei ora portare una riduzione su questo ramo così cospicuo del servizio pubblico, su quest'articolo quasi principale del bilancio delle finanze. Non vi sarebbe altro mezzo che di far bancarotta; quando si ha dei debiti è necessità pagarli. Però non credo che noi siamo il solo paese in Europa il quale sia ridotto a dover consacrare ogni anno una somma maggiore al pagamento degli interessi.

Se l'onorevole maresciallo esamina quanto accade oggidì nei paesi a noi vicini, quelli che non hanno seguito il nostro esempio nella via politica, e che hanno esattamente conservato le antiche forme, vedrà che ivi il Governo è pure costretto a ricorrere ogni anno all'espedito degli imprestiti, e che malgrado questa necessità, a malgrado che abbiano fatto uso di tale mezzo forse più largamente di quello che abbiám fatto noi, quei paesi sono ancora di presente afflitti dalla calamità della carta-moneta.

Questo mezzo però basta per dimostrare in modo assoluto che l'aumento dei debiti pubblici non è una conseguenza inevitabile, fatale del sistema costituzionale; che si può benissimo essere condotti a far debiti ed a farli sopra una scala maggiore di quella che noi abbiám fatto, conservando un'altra forma di governo.

L'onorevole maresciallo ha parlato delle pensioni: io mi unisco a lui per lamentare l'accrescersi delle medesime, il che per me è cagione di rammarico.

Tuttavolta questo aumento di pensioni si può spiegare dalle molte riforme operate nei varii rami di amministrazioni.

Avendo cambiato sistema, fino ad un certo punto è stata necessità di cambiare gli uomini, quindi di collocare a riposo molti individui i quali non erano forse più adatti alle nuove funzioni che avrebbero dovuto coprire.

In questi ultimi tempi poi il Parlamento avendo votato un nuovo ordinamento amministrativo, in virtù del quale invece di aumentare gl'impiegati, come crede l'onorevole maresciallo, se ne è diminuito di molto il numero, fu forza collocare molti individui in riposo, giacchè mi permetterà che gli faccia osservare, che egli è in un errore gravissimo quando dice che il numero degl'impiegati amministrativi ebbe molto ad aumentare dal 1846.

Per ciò che riflette l'amministrazione centrale, il numero di questi impiegati è anzi di molto scemato, mentre non è scemato, come posso assicurarvi, il lavoro; sarebbe facile

dimostrare che nel solo Ministero delle finanze il numero delle pratiche ebbe quasi a raddoppiare dal 1846 al giorno d'oggi, e se gl'impiegati non lavorassero ora molto più che non facessero nel 1846 solamente, non si potrebbe far camminare l'amministrazione dello Stato.

Nullameno, lo ripeto, la piaga delle pensioni mi preoccupa e mi affligge.

Io spero che in oggi, che le cose sono sistemate, si andrà avanti, e non vi sarà più nè necessità, nè occasione di aumentare il numero delle pensioni.

Quello di cui posso nuovamente assicurare il Senato si è che in esecuzione della legge sulla liquidazione delle pensioni, che spetta specialmente al Ministero delle finanze, io apporto tutta la severità possibile, a tal che l'altro giorno mi sono veduto citare avanti i magistrati da una persona, che è stata collocata a riposo, e che credette non si fosse fatto ragione a' suoi diritti nella liquidazione della sua pensione, affinché abbia a vedere riformarsi la liquidazione della sua pensione.

Ciò non ostante, lo ripeto, questa è una piaga che tutti dobbiamo cercare di rimarginare.

Siccome l'onorevole maresciallo non è entrato in altri particolari, io in verità non potrei mettermi a contrapporre alle sue critiche generali un'apologia che fosse pure basata sopra considerazioni generali; dirò solo che credo che l'avvenire non abbia a considerarsi sotto colori così foschi, come vorrebbe l'onorevole maresciallo.

Ove le misure finanziarie state sottoposte al Parlamento e già da esso in parte votate vengano attuate, io credo fermamente che noi non tarderemo a raggiungere l'equilibrio ed a tornare in istato normale.

Il bilancio del 1855 presenta ancora una deficienza, ma io spero che quello del 1856 potrà quasi essere in equilibrio.

Io faccio assegnamento, è vero, sull'aumento naturale della ricchezza, e quindi sopra il maggior prodotto delle imposte indirette, ma in ciò fare io sono appoggiato all'esperienza del passato.

Noi infatti abbiamo visto anche prima del 1848 in un periodo di 20 anni il prodotto delle imposte indirette andar crescendo regolarmente.

Dopo il 1849 abbiamo visto del pari che il prodotto di queste imposte andò via crescendo in una ragione molto rapida.

L'aumento si è pure osservato in una gran parte dell'anno 1853, e quello che accadde sul finire dell'anno medesimo, lungi dal diminuire le mie speranze, lungi dal dissipare i calcoli che ho fatto sull'avvenire, mi pare anzi li confermi.

Diffatti se si pone mente alle circostanze che abbiamo attraversate, se si pone mente alla carestia che ha afflitto il nostro paese nell'anno 1853, dobbiamo essere meravigliati nel vedere che i prodotti delle imposte indirette non hanno diminuito; e questa costanza nel prodotto delle imposte danno a me, e credo anche a tutti coloro i quali esaminano senza prevenzione il nostro stato economico, buono argomento a sperare nell'avvenire.

Se in un anno in cui abbiamo avuto tutti i raccolti cattivi, a cominciare da quello dei bozzoli sino a quello delle uve, in un anno in cui a questi danni si è aggiunta la crisi politica, le imposte indirette non hanno diminuito molto, egli è evidente che tornando le cose in uno stato normale, queste imposte debbono aumentare, come aumentavano negli anni antecedenti. Ed io sono certo che i sei

ultimi mesi dell'anno presente, pel solo motivo dei buoni raccolti già fatti, daranno migliori risultati dei mesi corrispondenti del 1853 e del 1852; onde, per poco che questo aumento si verifichi, noi avremo raggiunto l'equilibrio.

D'altronde, o signori, non dobbiamo noi aspettare qualche beneficio dall'apertura di tutte le nostre strade ferrate? Non dobbiamo credere che queste porteranno in tutte le provincie dello Stato il movimento e la vita? Ma, o signori, basta vedere quello che oggidì succede nelle città dove le ferrovie sono attivate da alcuni anni per poter argomentare ciò che accadrà nelle altre; voi stessi, o signori, i quali avete viaggiato nell'interno del Piemonte, avrete potuto agevolmente osservare come in quelle parti di esso, in cui sono le ferrovie, regni un movimento ed un'attività straordinaria; e questo movimento e questa attività prenderanno a grado a grado una maggior estensione.

Noi abbiamo modificato il nostro sistema economico, e questa modificazione ha prodotto una crisi passeggera: passata la crisi, io debbo credere che gli effetti delle riforme si svilupperanno, e si faranno maggiormente sentire; il che avvenne malgrado il breve spazio di tempo che corse dall'antico al nuovo sistema. Abbiamo in questi anni arato e seminato molto, abbiamo preparato il terreno: non credo che sia una vana speranza il far assegno sovra una abbondante raccolta.

Io quindi, o signori, penso che non si abbia a dividere il timore che ha manifestato l'onorevole maresciallo, e tanto meno si abbia a credere che il sistema delle nostre finanze per le nuove imposte, e la condizione economica in cui versa il paese abbiano ad estinguere l'affetto che le popolazioni portano al nostro sistema rappresentativo.

Io non partecipo in verun modo all'opinione dell'onorevole maresciallo: quest'affetto per la libertà e pel sistema rappresentativo ha gettato nel paese radici molto profonde: nè alcune calamità non imputabili agli uomini, nè anche gli errori economici di alcuni ministri potranno mai far sì che queste radici vengano svelte e che le nostre popolazioni abbiano mai a disgustarsi della libertà, ed a lamentare il tempo del governo assoluto.

Io su questo punto vivo perfettamente tranquillo, e spero che il Senato avrà pure la mia opinione.

DELLA TORRE. Je ne ferai pas un discours aussi long et surtout aussi habile que celui de M. le ministre des finances. Je n'ai pas dit que c'était à cause de la forme du gouvernement que le pays s'endettait; c'est l'administration de tel ou tel pays qu'il fait qu'il prospère ou se ruine. Mais quant à la forme du gouvernement elle n'y entre pour rien; un pays peut être riche sous un gouvernement républicain ou constitutionnel, il peut aussi être riche sous un gouvernement absolu, pourvu que ces gouvernements soient habiles. Toute la question est là. Mais dans notre pays, avec une forme nouvelle de gouvernement, si les choses vont mal, on s'en prendra facilement à la forme. Je n'ai rien dit de plus.

Quant à la question des économies à réaliser j'ai dit que je ne vois pas quelles économies il est possible de proposer au mois de juillet; j'ai dit ce qu'on ne peut pas contester, savoir, que malheureusement on sera encore forcé de recourir à l'emprunt. Si avant de présenter les budgets on se disait, nous avons tant de rentes, il faut se tenir dans cette limite: on éviterait les emprunts. Au lieu de cela vous vous faites des illusions relativement aux produits. Si les chemins de fer rendent ce que le Gouvernement en espère, nous serons plus riches, et nous dépenserons davantage; mais on atten-

dant agissons comme ceux qui ne sont pas riches, et qui ont peur de s'endetter.

Je sais très-bien qu'il y a des Ministères qui sont à peu près restés stationnaires, et d'autres qui ont de beaucoup augmenté leurs budgets; mais comme le ministre des finances surveille tous les budgets, c'est à lui de voir qu'aucun ne sorte de certains limites, qu'il y en ait pour tous, sans que pour cela le pays soit trop surchargé.

Je remercie M. le ministre d'être entré dans des explications aussi complètes et aussi détaillées; mais je ne peux pas le suivre sur ce terrain par la raison qu'il a tous les papiers entre les mains, et moi je n'en possède aucun; de plus, on fabrique les documents dans le sens de MM. les ministres quand ils le veulent. Une fois ou l'autre je vous citerai un fait que vous vous rappellerez peut-être, et qui vous prouvera que dans leurs assertions MM. les ministres peuvent être de bonne foi, mais cela n'empêche pas qu'ils ne soient trompés par les bureaux qui font les calculs d'une manière qui leur semble devoir plaire au ministre.

M. le ministre des finances est très-éclairé, j'espère qu'il ne se laissera pas tromper en cela, mais on essaiera de l'induire en erreur, j'en suis sûr. Je suis fâché d'avoir prolongé cette discussion et je termine.

CAVOUR, *présidente del Consiglio, ministro delle finanze.*
J'ai peu de mots à dire; je me permettrai seulement de donner l'assurance à l'honorable maréchal De la Tour que le Ministère combat à armes égales avec, je ne dirai pas ses adversaires, mais les personnes qui ne partagent pas son opinion en fait d'administration. Le Ministère est toujours prêt à fournir tous les documents dont ces personnes pourraient avoir besoin.

Je rappellerai un fait qui a eu lieu cette année dans le sein de la Chambre des députés; une loi très-importante fut combattue avec assez d'animosité par plusieurs députés de la Savoie au moyen des chiffres qui avaient été communiqués par le Ministère des finances à ces mêmes députés, et par ordre du ministre de ce département.

Rien ne leur a été caché, ni le produit des bureaux des finances, ni les détails les plus intimes de ce Ministère.

Si M. le maréchal De la Tour et les partisans de son opinion désirent analyser le budget, je les prie de se présenter au Ministère des finances, ou de faire demander tous les documents dont ils peuvent avoir besoin; je les leur fournirai immédiatement.

Quant aux illusions auxquelles le ministre peut se livrer, j'avoue que le ministre est un homme, et qu'il est facile qu'il se livre à quelques illusions. Cependant je ferai remarquer qu'en ce qui touche aux chiffres et aux calculs les illusions sont assez difficiles.

Maintenant que M. le maréchal De la Tour me permette de lui adresser une prière: il a indiqué un fait grave; il s'agit d'un ministre qui se serait trompé dans des assertions qu'il aurait présentées au Sénat....

BELLA TORRE. Il n'est pas présent.

CAVOUR, *présidente del Consiglio, ministro delle finanze.*
Ah! j'ai bien assez d'avoir à répondre de mes actes sans être encore obligé de répondre des actions des autres.

BELLA TORRE. Il s'agit d'un fait qui s'est passé dans le Sénat, je ne juge pas à propos de vous en entretenir aujourd'hui. Il ne rappelle que de tristes souvenirs.

Je remercie M. le ministre qui promet de nous donner tous les documents qu'on lui demandera; mais avec les documents il faut du temps; voulez-vous que j'engage une discussion quand tout est fini? La Chambre des

députés ne siège plus; j'ai la meilleure intention, mais à quoi bon? Si vous présentiez aux Chambres les budgets un peu plus tôt, tout se ferait d'une manière plus claire, et on serait tranquille de part et d'autre. C'est une raison de plus pour présenter les budgets moins tard que vous ne le faites.

Vous m'avez dit que vous feriez votre possible; je n'ai pas dit que vous aviez promis, mais que vous aviez assuré que vous tâcheriez de les présenter en temps utile. Faites sentir à MM. les députés l'inconvénient de cet état de choses, car un jour ou l'autre le Sénat sera obligé de repousser vos budgets, il faudra prendre ce parti.

Du reste comme toute discussion doit avoir un terme, je vous prévins que si vous me faites de nouveau l'honneur de m'adresser la parole, je ne répondrai pas.

PRÉSIDENTE. Chieggo alla Camera se intende chiudere la discussione generale.

Chi vuol passare alla discussione degli articoli, voglia sorgere.

(La discussione generale è chiusa.)

Il progetto di legge, col quale viene approvato il bilancio generale passivo dello Stato, il quale comprende ancora alcuni articoli pressochè di natura transitoria, risguardanti all'amministrazione centrale, è così concepito:

« Art. 1. Il bilancio passivo dello Stato per l'esercizio mille ottocento cinquantaquattro è approvato nella somma complessiva di lire *cento quarantasei milioni cinquecento quarantadue mila settecento quarantotto, centesimi sessanta*, ripartita fra i capi e le categorie di cui nella tabella annessa alla presente legge. »

(È approvato.)

« Art. 2. Gli stipendi per i diversi gradi del personale dell'amministrazione centrale dello Stato sono stabiliti come segue:

Segretario generale	L. 7000
Direttore generale	» 7000
Ispettore generale	» 5000
Direttore capo-divisione	» 4500
Capo di sezione	» 3500
Segretario di 1 ^a classe	» 2800
Id. di 2 ^a id.	» 2400
Applicato di 1 ^a id.	» 1800
Id. di 2 ^a id.	» 1600
Id. di 3 ^a id.	» 1400
Id. di 4 ^a id.	» 1200

(È approvato.)

« Art. 3. La presente tariffa degli stipendi rimarrà in vigore sino all'ultimo dicembre 1857. »

(È approvato.)

« Art. 4. Gli impiegati iscritti nelle nuove piante dell'Amministrazione centrale continueranno a ricevere lo stesso stipendio che godevano prima dell'emanazione del regio decreto 23 ottobre 1853, avendo però un qualche riguardo ai proventi eventuali prima goduti.

« Se lo stipendio che godevano è maggiore di quello assegnato colla presente legge, la somma corrispondente a questo divario sarà stanziata in loro favore nella categoria dei maggiori assegnamenti.

« Se invece lo stipendio è minore, non si farà luogo all'aumento se non di mano in mano che gli impiegati rimasti fuori pianta, tanto in attività, che in aspettativa, per causa del nuovo ordinamento, non siano altrimenti provvisti.

« Questa disposizione non avrà effetto oltre gli esercizi 1854 e 1855. »

(È approvato.)

« Art. 5. Ciascun ministro può nominarsi un segretario particolare di gabinetto.

« Se questo segretario è scelto fra gl'impiegati da lui dipendenti, esso conserverà il suo impiego, l'annessovi stipendio, e la sua anzianità nella carriera.

« Nel caso che la persona scelta alla carica di segretario particolare di gabinetto non sia impiegata al servizio dello Stato, potrà esserle assegnato uno stipendio non maggiore di lire 4500; cesserà da tali funzioni cessando il ministro, e non acquisterà titolo ad ottenere altro impiego.

« Qualora il segretario particolare di gabinetto sia scelto fra gl'impiegati dipendenti dallo stesso Ministero, non potrà in nessun caso essere surrogato nel suo impiego. »

(È approvato.)

« Art. 6. Per l'eseguimento di lavori urgenti o straordinari ogni ministro può applicare al suo dicastero altri impiegati da lui dipendenti. Non dovrà però ritenerli un tempo maggiore di 18 mesi. Questi impiegati non riceveranno che lo stipendio assegnato alla loro carica effettiva, nella quale non potranno essere surrogati. »

(È approvato.)

« Art. 7. Gl'impiegati dell'amministrazione centrale possono essere collocati in aspettativa solo per le seguenti cause:

- « 1° Per soppressione d'impiego o riduzione di piante;
- « 2° Per infermità temporarie;
- « 3° Per motivi di famiglia in seguito a loro domanda. »

(È approvato.)

« Art. 8. In qualsiasi dei suaccennati casi l'aspettativa non potrà durare oltre due anni.

« Però gl'impiegati già appartenenti all'amministrazione generale dello Stato, e collocati in aspettativa o fuori pianta in dipendenza del nuovo ordinamento, potranno ottenere una pensione, la quale non dovrà eccedere la metà dello stipendio fruito durante i tre ultimi anni del loro attivo servizio, nè superiore in ogni caso all'ammontare dell'assegnamento d'aspettativa di cui possono essere provveduti. »

DI POLLONE. Domando la parola....

COLLA. Domando la parola....

PRESIDENTE. La parola spetta in prima al senatore Di Pollone.

DI POLLONE. La cedo al mio collega senatore Colla.

COLLA. La mia coscienza non mi permette di dare il mio voto a quest'articolo senza qualche osservazione, senza qualche riserva.

Colla prima parte di quest'articolo 8° si stabilisce che in nessun caso, e così neppure in quello di soppressione d'impiego o di riduzione di pianta, l'aspettativa potrà durare oltre due anni.

Mi sia permesso di servirvi d'un esempio pratico per rendere più facile la questione che faccio.

Supponiamo che un impiegato, il quale conti 21, 22 o 23 anni di servizio, sia messo in aspettativa per soppressione d'impiego, che dopo due anni non possa essere richiamato in attività. Ebbene, quest'impiegato sarà mandato a casa senza nessun assegnamento: egli perderà venti o più anni della sua migliore età impiegati in servizio pubblico; perderà la ritenzione che gli si è fatta sugli stipendi, e non avrà nulla ritornando a casa sua.

Una tale sentenza è troppo dura perchè io possa sottoscriverla.

L'annuenza a questa prima disposizione ha aperta la via al secondo paragrafo, nel quale si è voluto provvedere per gl'impiegati già appartenenti all'Amministrazione generale dello Stato, e collocati in aspettativa o fuori pianta in dipendenza del nuovo ordinamento. Ma anche qui urtasi nell'applicazione, od almeno non si è badato alle conseguenze dell'applicazione della disposizione che si propone.

Infatti si dice che l'impiegato, il quale fu collocato in aspettativa o fuori pianta in dipendenza del nuovo ordinamento, potrà ottenere una pensione; ma questa non potrà mai essere maggiore della paga di aspettativa o della metà del suo stipendio.

Ora, o signori, supponiamo un altro caso che renderà facile la spiegazione della difficoltà che io vedo.

Supponiamo un impiegato, il quale con due mila lire di stipendio conti 30 anni di servizio, e che dal momento dell'ordinamento della nuova amministrazione sia stato collocato in aspettativa come persona che si sperava potesse ancor rendere servizi. Accade che dopo due anni, e accadrà con facilità principalmente al Ministero della guerra, che dopo due anni non vi sia modo di collocare quest'individuo in un altro impiego. Ebbene, se fosse stato giubilato al momento in cui ebbe luogo il suo affidamento, egli avrebbe avuto diritto, per i suoi 30 anni di servizio, a conseguire tre quarti del suo stipendio, vale a dire 1500 lire. È rimasto due anni a disposizione del Governo, non ha percepito che un mezzo soldo, e dopo questo non avrà che la metà del suo stipendio, lire 1000 cioè, invece di lire 1500 che avrebbe ottenute due anni prima che fosse stato giubilato.

Io confesso che non posso assolutamente dare il mio consenso a queste due disposizioni; ma siccome non potrebbe farsi un emendamento all'articolo senza impedire l'approvazione del bilancio, giacchè per mala sorte, e contro il voto manifestato dal Senato altra volta, si sono unite disposizioni di tanta importanza con quelle dell'approvazione del bilancio, dichiaro che darò il mio voto all'articolo 8° ed alla legge tutta, ma con riserva di proporre io stesso, qualora non lo proponga il Governo, un temperamento, il quale meglio provveda, distinguendo i casi di aspettativa; imperocchè se è bene di usare qualche severità verso coloro che domandano di essere collocati in aspettativa per motivi particolari, per motivi di famiglia; se è bene di usare severità verso coloro che per fatto proprio non rientrano in servizio, è cosa dura, durissima di privare dei mezzi di sussistenza l'impiegato che per fatto del Governo è stato collocato in aspettativa, che ha sofferto la diminuzione del soldo, che domanda di rientrare, e che per fatto del Governo e delle circostanze non può essere riammesso. A questo io credo che si debba provvedere in modo più equo.

Premesse queste osservazioni, prima di rinunciare alla parola, faccio osservare al Senato che nel penultimo alinea dell'articolo 8° si è ommesso il verbo; si è detto: *nè superiore in ogni caso all'ammontare dell'assegnamento; ecc.*, quando si dovrebbe dire: *nè essere superiore in ogni caso, ecc.*, altrimenti il senso non corre. Credo che questo sia un errore di copia, e perciò si può riparare senza difficoltà.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze. L'onorevole senatore Colla, nel prendere ad esame l'arti-

colo 8°, lo divide in due parti, biasimandole entrambe e qualificandole di soverchio severe.

In verità sono un poco severe, non lo posso contestare; tuttavia io credo che nella pratica non si verificheranno, nè si possono verificare quei casi a cui pare alludere l'onorevole preopinante, e che determinarono forse la sua censura.

Vengo in primo luogo alla prima parte, cioè alla disposizione generale, che è così concepita:

In qualsiasi dei succennati casi l'aspettativa non potrà durare oltre due anni.

Ma, signori, notate che questo non si applica che agli impiegati dell'amministrazione centrale.

Ora quali sono i casi in cui può darsi luogo all'aspettativa? La soppressione o riduzione di pianta.

Ma qui, o signori, noi approviamo una nuova pianta, nella quale il numero degli impiegati è stato molto ridotto; e dico schiettamente (e credo che io non sarò contraddetto da coloro che hanno preso un poco ad esame l'organizzazione nuova) che il numero degli impiegati non può più essere diminuito; anzi posso assicurare che presso il Ministero delle finanze questo è assolutamente impossibile, il che credo anche per gli altri Ministeri.

Da ciò si può arguire che tal cosa non si riprodurrà che in lontanissimo avvenire.

Ove si cambiasse intieramente il nostro sistema economico, se si diminuiranno le imposte, potrebbe anche diminuirsi il numero degli impiegati al Ministero delle finanze; ma è mio avviso che questo non arriverà così presto: quindi se vi è pericolo per gli impiegati, questo è lontanissimo, e non colpirà la generazione attuale; colpirà probabilmente la futura generazione d'impiegati che surrogherà gli impiegati attualmente in attività.

Egli accenna in secondo luogo la infermità temporarie; ma mi permetta l'onorevole senatore di fargli osservare che se un impiegato ha un'infermità che gli rende impossibile il lavoro per due anni, esso non può più rimanere, è cronico evidentemente, e quindi o la è un'infermità contratta per motivi di servizio, e allora ha diritto ad una pensione di riposo, o questa infermità è una conseguenza della sua costituzione, e allora deve accagionarne se stesso che ha indotto in errore il Governo volendolo servire senza avere i mezzi e le forze di farlo, e se non ha gli anni è mandato a casa.

Questo è un principio di giustizia.

Era però necessario lo stabilire un termine onde evitare di consimili abusi, che pongono individui, sotto pretesto di infermità, in aspettativa e i cinque, e i sei, e i dieci anni; quindi mi pare che anche questo secondo caso non possa dar luogo ad applicazioni nè ingiuste, nè troppo severe.

Egli accenna in terzo luogo i motivi di famiglia in seguito a loro domanda.

Evidentemente, quando un impiegato chiede di essere posto in aspettativa per motivi di famiglia indipendenti dalla sua salute, deve o tornare o essere mandato a casa, non può conservare una specie di diritto a danno de' suoi colleghi; quindi vede l'onorevole preopinante che questo principio così assoluto stabilito nel § 1° dell'articolo 8°, quando si consideri dal lato dell'applicazione, non può dar luogo a gravi inconvenienti.

Vengo alla seconda parte che è transitoria, e che, come si riferisce alle circostanze presenti, avrà un'applicazione molto più estesa del § 1°; questa si riferisce agli impiegati attuali dell'amministrazione centrale dello Stato, che

sono collocati in aspettativa a ragione della soppressione d'impiego.

Prima debbo avvertire che il numero di questi impiegati è meno grande di quello che si possa credere a prima giunta; in molti Ministeri non ve ne sono; il Ministero delle finanze, che è quello che conta un maggior numero d'impiegati, non ha nemmeno un impiegato in aspettativa a cagione della riduzione d'impiego; ve ne sono pochissimi negli altri dicasteri, salvo nel Ministero della guerra, il quale è un po' più infelice degli altri, stante che non può, come il Ministero delle finanze e quello degli affari esteri, assorbire una gran parte degli impiegati che non possono più trovare un posto nell'amministrazione centrale.

Nel Ministero della guerra vi è certamente un numero d'impiegati in aspettativa assai considerevole, ma per questi è stato provvisto, ed è stato detto che potranno ottenere una pensione, la quale non dovrà eccedere la metà dello stipendio fruito durante gli ultimi anni del loro servizio.

Faccio però osservare che il numero degli impiegati, a cui questa disposizione si applicherà, sarà, lo spero, assai tenue; il ministro della guerra farà il possibile per collocare in attività la maggior parte di questi individui; lo farà tanto nell'amministrazione centrale, quanto negli uffici dipendenti.

Le altre amministrazioni dello Stato se potranno trovar modo d'occupare questi impiegati lo faranno altresì; quelli poi che non avranno potuto essere impiegati nè dal Ministero della guerra, nè dagli altri Ministeri, saranno collocati a riposo colla metà dello stipendio che avevano.

Sicuramente è una disgrazia che loro sarà accaduta; ma questa disgrazia, se non l'hanno meritata, l'hanno in parte attirata sopra di sé, perchè certo non saranno i migliori quelli che alla fine dei conti, quando si liquiderà, saranno rimasti in aspettativa; e questi rimarranno con una pensione uguale alla metà dello stipendio se non avranno servito molti anni; laddove poi avessero servito molti anni, avrebbero diritto alla pensione dalle leggi vigenti accordata. E per chi non ha servito molti anni, per chi non ha trovato il posto che hanno trovato i suoi colleghi, l'aver ancora una pensione uguale alla metà dello stipendio mi pare questo un corrispettivo proporzionato ai servizi da lui resi allo Stato.

Quello di cui posso assicurare l'onorevole preopinante si è che il Ministero cercherà nell'applicazione a rendere, per quanto sia possibile, meno dura e meno severa la massima consacrata da quest'articolo, il quale è diretto più ad impedire degli abusi, che ad aggravare la sorte degli impiegati attuali.

Io quindi credo che il Ministero corrisponderà al vero intendimento del Parlamento in quest'articolo espresso, procurando in avvenire di diminuire e di rendere quasi nulla l'aspettativa, e di non aggravare pure la condizione di quelli che vi saranno stati collocati.

CRISTIANI. A me pare che una semplice distinzione potrebbe far cessare il timore che aveva manifestato l'onorevole senatore Colla; distinzione che fu solo indicata dal signor ministro, ma che per altro mi pare opportuno di stabilire onde meglio precisare i casi.

Questa distinzione sta nell'applicazione dell'articolo 8°, in quanto che mi pare che, nello spirito del medesimo, non si applichi che a quelli i quali non avrebbero un diritto

preesistente, a termini della legge, ad ottenere una pensione.

Di modo che, restringendo l'applicazione a quelli i quali a termine della legge e dei vigenti regolamenti non avrebbero diritto ad ottenere alcuna pensione, l'articolo invece di aggravare la loro condizione milita al contrario in favore di essi, poichè se a termini dei regolamenti essi potrebbero venire dispensati dal servizio senza veruna specie di pensione, non vi è a temere che questa disposizione possa riuscire gravosa.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze. Mi pare che non vi possa essere dubbio sull'interpretazione da darsi al § 1° dell'articolo 8°, cioè che questa sia quale fu manifestata dall'onorevole Cristiani. Difatti per convincersene basta ricordare la storia di quest'articolo.

Era stato proposto dalla Commissione della Camera dei deputati questo § 1° dell'articolo 8° senza alcuna eccezione.

Venne allora osservato che adottando tale disposizione poteva accadere che quegli impiegati collocati in aspettativa per soppressione d'impiego, non avendo ancora acquistato diritto alla pensione di riposo, avrebbero dovuto essere mandati a casa senza pensione; e fu dietro questa considerazione che venne aggiunto l'altro paragrafo che dà un nuovo diritto, il diritto cioè ad una pensione di riposo a favore di quegli impiegati posti in aspettativa per soppressione d'impiego, quand'anche non avessero tutti gli estremi dalla legge voluti per ottenere la pensione di riposo.

Evidentemente questo non ha potuto pregiudicare o diminuire i diritti che dalle leggi in vigore sono conceduti agli impiegati.

Quindi quelli che saranno in aspettativa dopo due anni, o sono nelle condizioni dalla legge previste per avere la pensione di riposo, e l'avranno come se questa legge non fosse stata emanata, o non saranno in quelle condizioni, e per eccezione, in virtù di una disposizione transitoria, avranno diritto ad una pensione di riposo regolata dal principio stabilito dal § 1° dell'articolo 8° di questa legge.

DE FOLLONE. Le spiegazioni date or ora dal ministro delle finanze rispondono appunto alle interpellanze che io aveva intendimento di fare.

Io non dirò altro stante l'ora tarda; solo crederei opportuno che il Ministero volesse presentare una legge sulle pensioni, e smettere l'opinione che quando un impiegato per ragioni di malattia non può più lavorare, dev'essere congedato quasi senza nessuna ricompensa; mentre vi sono impiegati i quali hanno servito (e parlo di casi pratici) da 20, 25 anni, ma non hanno toccato i 30, e non hanno contratto la malattia in servizio; epperò questi disgraziati debbono rimanere senza un tozzo di pane per provvedere ai loro urgenti bisogni; onde credo indispensabile una legge che provveda anche a questi impiegati.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze. Io non posso assumere l'impegno di presentare una legge sulle pensioni, e mi permetto di dirne i motivi.

Dopo avere gridato molto contro le pensioni, quando si venisse a discutere una simil legge, io temo che si adotterebbero principii più larghi di quelli che reggono di presente le pensioni.

La pratica lo ha dimostrato: nella discussione generale di una tal legge, presentata appunto nella sessione passata all'altro ramo del Parlamento, si sostennero principii in massima molto rigorosi; ma scendendo poi a discutere le pensioni del corpo insegnante, tutti i professori chiesero e

ottennero delle modificazioni in loro favore; il che parimenti accadde quando si è parlato di altro genere d'impiegati.

Se la legge non fosse poi stata rigettata allo scrutinio segreto, avrebbe aumentato e aumentato di molto il peso che gravita sulle finanze dello Stato.

PRESIDENTE. Pongo ai voti l'articolo 8° della legge.

Chi l'approva, sorga in piedi.

(È approvato.)

« Art. 9. L'impiegato che rimarrà in esercizio effettivo della sua carica più di dieci anni collo stesso grado e stipendio, a partire dalla data del regio decreto di nomina, fatto in esecuzione del nuovo ordinamento, avrà diritto all'aumento d'un decimo del suo stipendio. »

(È approvato.)

« Art. 10. Dal 1° gennaio 1854 le nuove pensioni concesse non potranno essere pagate che col fondo assegnato alla categoria stabilita per le pensioni da concedersi nel corso dell'anno. »

(È approvato.)

« Art. 11. Le somme che rimarranno libere per pensioni estinte dovranno cadere nello *speso di meno*. »

(È approvato.)

« Art. 12. Il progetto di bilancio di ciascun dicastero dovrà d'ora innanzi essere corredato d'un quadro delle pensioni state concesse nell'anno anteriore a quello in cui il progetto di bilancio dev'essere presentato alla Camera dei deputati, coll'indicazione di tutti i motivi legali delle concessioni; approvata la legge del bilancio, quelle pensioni si avranno per definitivamente ammesse. »

(È approvato.)

« Art. 13. La provvigione che si concede agli uffici di 2° classe della Direzione generale delle poste resta stabilita dal 1° luglio 1854 nella seguente conformità:

- 30 per cento sulle prime lire 1000;
- 25 per cento dalle lire 1001 alle lire 1700;
- 10 per cento dalle lire 1701 alle lire 4000;
- 5 per cento sulla maggior somma. »

(È approvato.)

Si passa allo squittinio segreto per l'approvazione di questo progetto di legge.

Risultato della votazione:

Votanti	35
Voti favorevoli	48
Voti contrari	7

(Il Senato adotta.)

DISCUSSIONE E APPROVAZIONE DEL BILANCIO GENERALE ATTIVO DELLO STATO PER L'1854

PRESIDENTE. Si passa ora alla discussione del progetto di legge riguardante il bilancio generale attivo dello Stato per 1854. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 282, 286.)

È aperta la discussione generale sulle categorie di questo bilancio.

Non chiedendosi la parola invito il senatore Giulio a dar lettura delle singole categorie.

GIULIO, segretario, legge le categorie componenti il bilancio attivo per 1854. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 282.)

Interrogherò il Senato se intende di approvare le categorie del bilancio attivo dello Stato testè lette.

Chi le approva, sorga.

(Sono approvate.)

Dichiaro ora aperta la discussione generale sul progetto di legge che approva il bilancio attivo pel 1854.

Se non si chiede la parola leggerò gli articoli del medesimo:

« Art. 1. Il Governo è autorizzato ad esigere le entrate tutte ordinarie e straordinarie presunte nel bilancio attivo dello Stato per l'esercizio mille ottocento cinquantaquattro, indicate nell'annessa tabella, secondo la ripartizione ed in conformità delle leggi e tariffe in vigore. »

(È approvato.)

« Art. 2. I centesimi addizionali per la riscossione delle imposte dirette sono conservati nella proporzione di quattro per lira. »

(È approvato.)

« Art. 3. Nessun'altra imposta diretta od indiretta di qualsiasi natura potrà percepirsi a favore dello Stato, la quale non sia autorizzata colla presente o con altra legge che venga in avvenire sancita. »

(È approvato.)

« Art. 4. Gli avvisi individuali pel pagamento delle contribuzioni dirette saranno a diligenza e spese degli esattori formati e consegnati ai sindaci dei comuni, ed a cura e spese dei comuni medesimi ricapitati ai contribuenti. »

(È approvato.)

« Art. 5. Nulla resta innovato quanto alle esazioni di diritti debitamente autorizzati per conto delle divisioni, provincie, comuni, corpi morali o particolari. »

(È approvato.)

« Art. 6. È fatta facoltà al ministro di finanze di alienare ai pubblici incanti le azioni delle ferrovie di Susa e di Novara di proprietà dello Stato, il cui prodotto è previsto alla categoria 64 del bilancio suddetto. »

(È approvato.)

AVVERTENZE SULL'ORDINE DEL GIORNO.

PRESIDENTE. Prima di procedere allo squittinio segreto ho d'uopo di far osservare alla Camera, che per consentimento quasi unanime, l'ultima parte dell'ordine del giorno di cui si proponeva la discussione e la votazione oggi, cioè del progetto di legge riguardante la rete di strade ferrate da Alessandria a Stradella, da Acqui ad Alessandria, da Novi a Tortona, si deve portare a domani. Siccome, oltre questo progetto, domani deve andare in discussione quello per la ferrovia di Savoia, e incominciarsi anche la discussione sulla legge importantissima riguardante la riforma delle tasse d'insinuazione, successione ed emolumento, perciò io debbo pregare la Camera a voler almeno domani convenire al tocco preciso, giacchè se si segue la costumanza di incominciare la seduta alle ore 3 quando è prescritta alle 2, non saprei in che modo si potrà nella corrente settimana (che sarà l'ultima delle nostre congreghe) dar compimento ai lavori che c'incombono.

Dunque domani al tocco preciso vi sarà adunanza pubblica, e l'ordine del giorno sarà la discussione:

1° Della legge riguardante la ferrovia da Alessandria a Stradella, da Acqui ad Alessandria, da Novi a Tortona;

2° Della convenzione colla casa Lafitte per la ferrovia di Savoia;

3° Incominciamento della discussione generale sulla legge riguardante la riforma delle tasse d'insinuazione, successione ed emolumento.

CRISTIANI. La legge relativa alla ferrovia di Savoia era già messa all'ordine del giorno di sabato, ed era preceduta dalla discussione della legge sulla riforma delle tasse di successione, insinuazione ed emolumento.

PRESIDENTE. Non si era presa alcuna fissa determinazione, ma mi pare che sia molto meglio che si dia prima passo all'approvazione di quelle leggi, sulle quali la discussione pare debba essere meno intralciata, e che tutto il restante tempo si dedichi a quella legge la quale può dare luogo ad una lunga discussione.

CRISTIANI. Anzi mi pare che debba precedere la discussione della legge la più importante, quella, cioè, relativa alla riforma delle tasse di insinuazione, successione ed emolumento, indispensabile all'amministrazione nostra, mentre che la legge sulla ferrovia della Savoia, qualunque ne sia l'importanza, è però di molto inferiore alla surriferita.

Essendovi dubbio se possano adottarsi tutti li progetti di legge che ancor ci restano a disentere, è meglio, quanto meno, intraprendere la discussione di quello che si presenta di un interesse maggiore.

Dunque io credo essere assai meglio il mantenere l'ordine che era già fissato ieri, cioè di mettere in discussione la legge relativa alla strada da Alessandria a Stradella, da Acqui ad Alessandria e da Novi a Tortona, e poi la discussione della legge d'insinuazione e successione, in fine quella sulla strada ferrata della Savoia.

PRESIDENTE. Accordando la parola al ministro delle finanze, debbo rettificare un'espressione dell'onorevole senatore Cristiani; ed è che nell'ordine del giorno proposto ieri non si poteva fissare la discussione sul progetto di legge per l'approvazione della nuova convenzione colla società della strada ferrata della Savoia, perchè la distribuzione del rapporto sul medesimo ci venne soltanto fatta al momento che entravamo nell'aula.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze. Quantunque l'onorevole proopinante non possa dubitare del mio desiderio di vedere prontamente discussa e votata la legge sulla riforma delle tasse d'insinuazione e successione, tuttavia io debbo pregare il Senato di voler adottare la proposta che gli venne fatta dal signor presidente.

La legge sulla riforma delle tasse d'insinuazione e successione darà luogo naturalmente ad una discussione che si potrà protrarre a più sedute; ed a questa discussione, che ha un grande interesse, prenderanno probabilmente parte un gran numero di senatori, e siamo sicuri perciò che non mancherà il numero per la discussione ed il voto sopra la medesima.

Invece la legge sulla ferrovia di Savoia avendo già in suo favore il voto unanime dell'ufficio centrale, non darà perciò luogo a contestazione, giacchè non si tratta che di due o tre articoli poco importanti. D'altra parte questa legge ha un carattere anch'essa d'urgenza; di fatti, se venisse, non dico rigettata, ma rimandata, sarebbe posta in sospenso ogni cosa; mentre la società non potrebbe rimanere vincolata né all'antico, né al nuovo patto, e dovrebbe tutto rimandarsi all'anno venturo.

Ond'è che io prego il Senato a voler approvare la proposta fatta dal signor presidente.

PRESIDENTE. Se il senatore Cristiani insiste, io non ho che a domandare il voto del Senato.

CRISTIANI. Io ritengo non dover modificare la mia proposta, perchè io la credo della massima importanza.

SCLOPIS. Mi pare che si potrebbe anticipare d'un'ora la seduta e convenire invece del tocco a mezzogiorno. Una seduta di quattro o cinque ore non può tornare gravosa.

Quindi entrando a mezzogiorno nell'aula, credo che si potrà dar campo alla discussione, se occorre, della legge sulla ferrovia di Savoia, ed intraprendere eziandio la discussione, molto più grave, della legge per la riforma delle tasse d'insinuazione e successione.

DE CARDENAS. Ieri ho avuto l'onore di prevenire il presidente che mi era impossibile come relatore dell'ufficio centrale del progetto di legge per la rete di strade ferrate da Alessandria a Stradella, e da Acqui ad Alessandria, di assistere al principio della seduta di domani. Si credeva che potesse essere discusso oggi: ma non potendo la discussione sul medesimo aver luogo, io pregherei che domani si procedesse prima alla discussione del progetto di legge per la riforma delle tasse di successione e d'insinuazione, e poscia di quella riflettente la strada ferrata di Savoia, per venire poi al progetto di legge per la concessione delle strade ferrate da Alessandria a Stradella, da Acqui ad Alessandria e da Novi a Tortona.

PRESIDENTE. Se il Senato non dissente, dal mio canto

sono ben pago di poter affrettare anche di un'ora la congrega del Senato.

DI COLLEGNO GIACINTO. Io temo che coloro che saranno esatti ad intervenire alla seduta al mezzogiorno saranno puniti della loro esattezza.

PRESIDENTE. Credo che i signori senatori si penetreranno della necessità di essere cortesi gli uni verso gli altri. Quelli che non vogliono venire spieghino il loro dissenso.

Metto ai voti la proposizione di convenire a mezzodì.

Chi vuole radunarsi a mezzogiorno sorga.

(È approvato.)

La seduta sarà dunque tenuta a mezzodì.

Si passa all'appello nominale per lo squittinio segreto.

Risultamento della votazione:

Votanti	55
Voti favorevoli	53
Voti contrari	2

(Il Senato adotta.)

La seduta è levata alle ore 5 1/4.